

L'ORIGINALITE DES ECONOMISTES UNIVERSITAIRES FRANCAIS

Par Bertrand Lemennicier, Olivier Marrot et Philippe Setbon

article publié dans le *Journal des Economistes et des Etudes Humaines* (JEEH) n° Hiver 1990.

Les économistes universitaires français ont – ils une opinion sur les problèmes économiques ?

Cette question n'est pas tout à fait une boutade. Il y a une dizaine d'années les américains Kearl, J. et al. (1979), ont publié les résultats d'une enquête dont le but était de vérifier s'il était vrai, comme la rumeur le prétendait, que les économistes avaient des opinions extrêmement divergentes sur des questions essentielles auxquelles ils doivent réfléchir. Les promoteurs à cette enquête s'attendaient à ce que par exemple :

1) les économistes partagent la même opinion sur des questions comme : " les droits de douane et les restrictions à l'importation réduisent le bien-être général du pays " parce que toute intervention sur le système de prix est une source d'inefficience.

2) mais, par contraste, qu'ils manifestent un désaccord plus grand sur des questions comme : " la distribution des revenus dans notre pays doit être plus égalitaire " puisqu'il s'agit là d'un sujet portant sur les préférences personnelles des individus.

Les résultats ont clairement montré un consensus extrêmement élevé sur les affirmations touchant le fonctionnement du système de prix, c'est à dire sur le noyau de la théorie économique ; en revanche, d'une façon générale, le désaccord était beaucoup plus grand pour les questions de macroéconomie et/ou les questions normatives.

Lorsque cette enquête a été étendue aux pays européens, ses résultats ont décelé aussi une anomalie. **Les affirmations sur le fonctionnement du système de prix révèlent un degré d'accord très élevé chez les économistes américains. Chez les Français et les Belges de langue française, c'est l'inverse : le désaccord est profond. C'est une anomalie.** Etre "économiste" cela ne consiste pas à étudier des phénomènes dits économiques où qui appartiendraient au *champ* de l'économie, fût-ce à la manière d'un psychologue tel Katona (1969), par exemple, qui applique l'analyse psychologique au comportement économique. Cela ne consiste pas non plus à étudier les phénomènes économiques à la manière d'un sociologue. Ces entreprises sont louables et certainement fécondes pour modifier le point de vue de l'économiste, mais ce qui est clairement appliqué dans un tel cas c'est le savoir ou la méthode du psychologue ou du sociologue, ce n'est pas celle de l'économiste. Etre économiste, c'est appliquer une méthode dans l'analyse des phénomènes économiques ou sociaux propre à l'économiste. On peut se reporter aux principaux manuels modernes de Théorie des Prix parmi les plus prestigieux pour en avoir une idée. Dans tous ces manuels on retrouvera à la base du raisonnement: *le comportement rationnel et l'échange volontaire*. C'est à partir de ces prémisses que l'on déduit le fonctionnement du système de prix. C'est aussi à partir de celles-ci que l'on explique pourquoi toute interférence avec ce système de prix engendre des désordres et des effets pervers contraires très souvent aux objectifs recherchés. Ce sont d'ailleurs ces effets pervers qui constituaient les principales affirmations sur lesquelles les économistes américains et de langue anglo-saxonne avaient le consensus le plus élevé.

Le tableau ci-dessous rappelle ce résultat.

Tableau 1

Opinions des économistes (universitaires et non universitaires) de différents pays

Affirmations	Pourcentage de ceux qui approuvent sans réserve			
	Etats-Unis	Allemagne	Belgique	France
1 Les droits des douane et les restrictions à l'importation réduisent le bien-être général :	81	70	32	27
2 Les transferts monétaires sont supérieurs aux transferts en nature :	68	50	88	52
3 Un contrôle des loyers réduit la quantité et la qualité des logements disponibles :	78	73	55	22
4 les taux de change flexibles constituent un système monétaire international efficace :	61	64	17	12
5 Un salaire minimum garantit le chômage parmi les jeunes :	68	45	29	17
<i>Sources : frey/Ginsburgh/Pestieau/Pommerehne/Schneider-1983 et Bobe/Etvhegoyen-1981</i>				

Comment rendre compte de cette anomalie? Aucune explication véritable n'a été proposée. Frey et al. (1983) notent simplement qu'en Belgique les économistes qui parlent français (45% des enquêtés ayant répondu étaient de langue française) par opposition aux flamands, se rapprochent des économistes français, alors que les autres se rapprochent des allemands. La langue serait donc un des critères de différenciation. Contrairement à l'enquête américaine, les enquêtes européennes incluaient la position partisane des économistes sur un axe d'opinions politiques droite-gauche. Frey et al. constatent alors, pour les Français, une influence plus marquée que pour les autres pays des préférences partisans sur les réponses au questionnaire. Dans un texte ultérieur Frey, Pommerehne, Schneider et Gilbert (1984), présentent les mêmes résultats avec un pays supplémentaire : l'Autriche (91 questionnaires exploitables). Les économistes autrichiens semblent alors se rapprocher des économistes français quand il s'agit d'être favorable aux interventions gouvernementales. Comme ces deux pays sont les deux plus socialisés de l'échantillon, cela traduirait un effet de tradition ou d'accoutumance à l'interventionnisme étatique.

L'enquête de Bobe et Etchegoyen nous éclaire un peu plus sur le cas français. En effet, la majorité des économistes ayant répondu au questionnaire venait du secteur universitaire et des administrations publiques. Parmi eux, 65% des enseignants et chercheurs de rang magistral s'estimaient de gauche ou d'

extrême gauche. Ceux provenant des administrations publiques se déclaraient à 46 % de gauche. La proportion importante d'enseignants dans l'échantillon explique les résultats puisque les enseignants français en économie, en 1980, étaient, avec une très forte majorité, de gauche. Ce point ne surprendra personne. Les enseignants français connaissent parfaitement ce biais dans les opinions politiques de leurs collègues universitaires, qu'ils soient économistes ou non économistes.

Cela cependant n'explique pas le paradoxe. Il est trop facile de faire appel à des différences d'opinions politiques pour rendre compte de comportements entre individus. Avant d'être économistes ceux qui ont répondu au questionnaire ont été étudiants ou lycéens. Ont-ils été influencés par des idéaux antiéconomiques? Peut-être que les Américains, s'ils avaient été exposés eux – aussi à un enseignement anti-économique seraient comme les Français ou les Belges.

Il y a treize ans Colander et Klamer (1987) ont examiné les opinions des étudiants diplômés en économie de six grandes universités américaines. Ils ont constaté que ceux-ci étaient en accord profond avec leurs enseignants, soit par un phénomène d'auto-sélection (les étudiants déjà prédisposés à un point de vue ou à une idéologie choisissent l'université la plus en accord avec leur préférence partisane - Université de Chicago pour la droite ou Harvard pour la gauche), soit par un phénomène d'apprentissage.

Jackstadt, Huskey et Hill (1988), de l'Université d'Alaska ont été plus loin et ont comparé un échantillon de 91 étudiants ayant été exposés à des cours fondamentaux de macro et de microéconomie et un échantillon témoin de 68 étudiants en art et littérature n'ayant reçu aucune formation d'économie. Les résultats montrent une influence de l'enseignement sur la formation des opinions. D'après ces trois auteurs, les étudiants " économistes " répondent à peu près comme leurs enseignants, tandis que les étudiants de lettres ou d'art sont en désaccord de façon significative avec les économistes, enseignants ou étudiants.

Si l'exposition à un raisonnement économique modifie la façon de voir des étudiants américains, une réponse simple à l'anomalie française est que les enseignants français des années 1980 (qui sont toujours, vingt ans plus tard, en poste) n'ont jamais été exposés, ou n'ont jamais mordu", au raisonnement économique (77% des enseignants de rang non magistral et 58% des professeurs jugent que la théorie néoclassique n'est pas le seul fondement admissible de la microéconomie!). **Auquel cas ils devraient répondre comme des étudiants n'ayant jamais été confrontés à ce type de raisonnement. C'est cet argument très simple que nous avons testé.**

Nous avons comparé les réponses de l'échantillon des économistes français, enseignants du Supérieur, à un échantillon d'étudiants n'ayant jamais été exposés à un enseignement de Théorie des prix ni même d'économie. Nous avons proposé le questionnaire, utilisé dans les différentes enquêtes dont nous avons parlé plus haut, à un groupe d'étudiants de Lille II entrant en première année d'AES et provenant des sections B, C, D et G du baccalauréat. Ces étudiants n'ont pas reçu de formation en microéconomie, ni en Théorie des Prix, et même pour la plupart d'entre eux, comme en section G, pas de formation économique du tout (G prépare à une formation comptable). Les résultats de cette enquête dépassent toutes les attentes.

L'enquête

Nous avons distribué en novembre et décembre 1988 ce questionnaire à 600 étudiants environ en provenance de la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Lille II. Sur ces 600 questionnaires, nous avons eu 350 réponses, soit un taux de réponse de 58%. Celui-ci s'explique aisément par la méthode employée pour saisir les étudiants. Le questionnaire a été distribué au cours des séances de travaux dirigés. Le chargé de travaux dirigés devait préciser que l'enquête était anonyme et de caractère scientifique. Cependant, seuls 241 questionnaires ont été finalement exploités, cela pour une raison simple : un grand nombre d'étudiants n'ont pas répondu à la question leur demandant leurs opinions politiques. Le taux de réponse final de 40% est néanmoins très satisfaisant

comparé aux autres enquêtes. Le tableau 2 ci-dessous présente un descriptif de la population étudiée.

Tableau 2

	AES Lille	Etudiants (84-85) (droit, AES, ECC, lettres, sciences humaines)
Catégorie socio-professionnelle du père	%	%
agriculteur	2	4.4
commerçant/artisan	11	4.4
cadre supérieur	14	27.4
cadre moyen	16	18.7
employé/personnel de service	22	10.9
ouvrier	17	15.2
autres	17	13.3
Niveau d'éducation de la mère		
sans éducation au autres	28	
niveau CAP/BEPC	49	
niveau Bac	10	
études supérieures	14	
Série du Bac		
B	38	16
C, D	6	30.7
G	56	18.9
Mention au Bac	10	
Opinion politique		
anarchiste	1	
extrême gauche	2	
écologiste	4	
gauche	34	
centre gauche	23	
centre droite	17	
droite	16	
extrême droite	2	
royaliste	0	
libertarien	0	

Les caractéristiques de l'échantillon

La population des étudiants d'AES composant l'échantillon est typée. Les catégories sociales *employés ou personnel de service et ouvriers* sont sur-représentées (22% de fils ou filles d'employés et 17% de fils ou filles d'ouvriers) par rapport à la population étudiante que l'on trouve dans la filière Droit, Sciences Economiques, AES... Pour 77% des étudiants ayant participé à l'enquête, le niveau d'éducation de la mère est égal ou inférieur au CAP ou au BEPC. Une proportion importante des étudiants se sentent plutôt de gauche. Cela doit être nuancé. En effet, 23% des étudiants se déclarent de centre gauche et si le centre droite ne diffère pas du centre gauche (17%), la répartition des opinions politiques serait 42% pour la gauche, 40% pour le centre et 18% pour la droite.

Les résultats

Les résultats de cette enquête sont résumés dans le tableau 3 suivant. On a regroupé les questions selon les catégories identifiées par Kearn et al. (microéconomie positive, normative, macroéconomie positive et normative), auxquelles on a ajouté une catégorie à caractère "sociologique".

Pour faciliter la lecture des tests qui suivront, nous avons classé les affirmations selon deux grandes catégories : positive et normative. Les questions positives à une exception près sont repérées par le verbe "est" ; les affirmations normatives se caractérisent par les verbes "devrait", "aurait" etc.. A l'intérieur de ces deux catégories nous avons distingué la microéconomie de la macroéconomie. Enfin, pour comparer avec l'enquête de Jackstadt, Huskey et Hill, nous avons présenté les réponses en pourcentages de ceux qui désapprouvent l'affirmation (en italique nous avons présenté le pourcentage de ceux qui approuvent sans réserve l'affirmation). Six populations ont été considérées : les économistes américains ayant été exposés à une formation économique, les étudiants américains d'art et de littérature n'ayant jamais suivi un cours d'économie, les professeurs de rang magistral, les enseignants et chercheurs français de rang non magistral et les lycéens de Lille II entrant en AES.

Tableau 3

Résultats de l'enquête

Affirmations	Américains			Français						
	économiste	Etudiants en économie	Etudiants en art, lettres	profs enseignants	étud. AES 1 ^{ère} année					
nombre	211	98	68	57	241					
				Prof.	enseig nants	Ens .	G	D	BG	BB
Positif										
Microéconomie										
1 Les droits de douane et les restrictions à l'importation réduisent le bien-être général :	3*	26	55	24	49	38	40	30	38	33
2 Les transferts monétaires sont supérieurs aux transferts en nature :	8	61	49	26	43	22	22	25	23	23
3 Un contrôle des loyers réduit la quantité et la qualité des logements disponibles :	2	7	38	55	69	-	-	-	-	-
4 Les taux de change flexibles constituent un système monétaire international	5	10	18	56	56	22	14	28	17	25

efficace										
5 Un salaire minimum garanti accroît le chômage parmi le jeunes :	10	16	69	62	70	57	63	51	64	52
6 La taxation est un meilleur moyen de contrôle de la pollution que la fixation d'un volume maximal d'émissions polluantes :	19	17	42	52	46	25	22	29	24	27
7 L'imposition du revenu personnel réduit significativement l'offre de travail:	-	-	-	66	72	73	79	62	78	64
8 Les seuils, en termes d'effectifs imposés par la législation, constituent un facteur de chômage :	-	-	-	37	60	47	49	45	46	44
9 Les entreprises publiques, à peu d'exceptions près, sont moins efficaces que les entreprises privées :	-	-	-	50	56	40	40	30	40	38
10 Lorsque la concurrence s'exerce entre de nombreuses firmes de petite taille l'initiative entrepreneuriale devient impossible :	-	-	-	88	84	58	60	58	58	65
11 L'obstacle essentiel au retour à la liberté résulte de l'insuffisance de l'information et du pouvoir du consommateur :	-	-	-	41	50	51	50	55	54	55
12 L'éventualité d'un licenciement est une condition nécessaire à l'obtention d'un rendement élevé de la part des travailleurs :	-	-	-	71	71	59	63	48	64	53
13 Par leur politique économique	-	-	-	61	74	2	2	23	2	2

les hommes politiques tentent de rechercher le maximum de bien-être social :						5	6		5	7
Macroéconomie										
14 Le contrôle de la masse monétaire est un objectif plus important que celui des taux d'intérêts pour la politique monétaire :	8	61	49	28	46	40	43	40	40	45
15 Les politiques budgétaires et monétaires ont un effet stimulant indéniable sur les économies en sous-emploi :	8	8	23	8	16	16	19	13	19	12
16 L'inflation est un phénomène essentiellement monétaire :	43	36	56	78	88	-	-	-	-	-
17 La banque centrale est en mesure de contrôler efficacement la croissance de la masse monétaire :	24	15	56	56	56	29	28	31	31	35
18 La persistance de la stagflation est due à l'inertie des prévisions des agents économiques :	-	-	-	72	61	43	41	47	43	42
19 Dans le court terme le taux de chômage peut être réduit en acceptant une hausse du taux d'inflation	36	37	71	41	46	51	50	49	59	33
20 Le pouvoir de monopole des grands groupes pétroliers est la cause fondamentale de la hausse des prix depuis 5 ans :	75	31	22	72	64	31	38	28	26	40
21 Une politique globale d'inspiration monétariste	-	-	-	3	5	12	12	9	8	8

ou keynésienne est insuffisante car elle engendre des déséquilibres partiels qu'elle cherche à compenser à un niveau trop agrégé :										
22 Le chômage actuel tient plus aux prévisions des agents qu'à une insuffisance de la demande effective :	-	-	-	62	69	63	62	60	62	64
23 L'imperfection des prévisions des agents joue un rôle plus important que les processus sociaux d'adaptation dans l'analyse de l'inflation :	-	-	-	70	78	50	47	45	46	47
Normatif										
Microéconomie										
24 Les lois favorisant la protection des consommateurs sont en général une entrave à l'efficacité économique	48	27	66	84	93	66	69	61	70	60
25 La production des biens exceptionnellement dangereux doit être du ressort de l'Etat	-	-	-	13	11	17	14	21	12	19
26 La réglementation des pratiques anti-concurrentielles doit être utilisée vigoureusement pour réduire le pouvoir de monopole :	15	41	24	8	7	-	-	-	-	-
27 La réduction du pouvoir de certains organismes publics de réglementation aurait pour effet d'accroître l'efficacité économique :	22	30	32	67	78	47	50	41	43	56
28 Le pouvoir économique des syndicats devrait être	30	24	23	60	79	48	63	22	47	49

[illegible]

37 La planification en termes macroéconomiques est également nécessaire aux économies capitalistes :	-	-	-	13	7	21	23	25	24	22
38 Le gouvernement devrait proposer des obligations indexées sur le taux d'inflation :	42	-	-	24	48	29	30	34	32	28
39 L'ajustement du budget à la conjoncture doit être pluriannuel :	17	55	31	14	16	24	26	26	27	24
40 La banque centrale doit se voir imposer un taux globale d'augmentation de la masse monétaire :	61	49	59	39	48	37	33	33	35	33
41 le gouvernement devrait indexer totalement les tranches de l'impôt sur le revenu en fonction du taux d'inflation :	32	25	22	24	29	40	38	49	38	48
Affirmations de nature sociologique										
42 La vision de Galbraith d'une économie dominée par les grands groupes industriels - décrit avec réalisme la situation actuelle :	48	-	-	18	18	8	7	9	5	12
43 La prise en compte d'éléments socio-historiques est nécessaire à la mise au point d'un plan de lutte contre l'inflation :	-	-	-	5	11	18	15	23	17	20
44 La croissance du secteur tertiaire est un facteur inflationniste	-	-	-	33	46	58	59	55	63	56
45 Une analyse pertinente	-	-	-	3	4	4	4	2	4	2

des cycles nécessite la prise en compte de phénomènes socio-historiques										
46 Le passage d'un mode de régulation concurrentiel à un mode de régulation administré caractérise fidèlement l'évolution du système capitaliste :	-	-	-	11	19	5 3	5 7	52	4 9	5 6
La conception de ce questionnaire met l'accent sur les questions essentielles auxquelles les économistes doivent réfléchir :	-	-	-	27	32	9	8	15	8	1 2

Les chiffres représentent le pourcentage de ceux qui désapprouvent la question.

Remarques :

1. Le nombre de questionnaires exploité par Bobe et Echegoyen est de 160 ; le nombre de professeurs et d'enseignants de rang magistral et chercheurs du CNRS ayant répondu est plus faible puisque seulement 150 d'entre eux ont reçu un questionnaire. Si on applique le taux de réponse de l'enquête à cette catégorie cela fait environ 57 questionnaires exploités sur les enseignants chercheurs
2. Ens. = ensemble des étudiants ; G= Gauche ; D= Droite ; BG= Bac G ; BB= Bac B.

Sources: S. Jackstadt, L. Huskey, P.J Hill (1988), B. Bobe et A. Etchegoyen (1981), enquête AES-Lille II (1988)

Les résultats présentés ci-dessus excluent les non-réponses. Comme on peut s'y attendre les taux de non-réponse des étudiants sont plus élevés que ceux des enseignants. En particulier, certaines affirmations techniques atteignent des taux de non-réponse non négligeables. Mais paradoxalement, les enseignants ont, eux aussi, aux mêmes questions, des taux de non-réponse élevés relativement à leur taux moyen de non-réponse. Le taux moyen de non-réponse est de 6% pour les enseignants et de 16,5% pour les étudiants.

Analysons les résultats de cette enquête. Partons des réponses des Américains. Pour la similarité des opinions d'un groupe d'individus à l'autre, nous pouvons procéder de la façon suivante. Projetons chaque affirmation sur un graphique où les axes mesurent pour chaque population le pourcentage de ceux qui désapprouvent telle affirmation. Si le pourcentage est identique d'un groupe à l'autre - c'est-à-dire s'il y a similarité dans les réponses - les affirmations vont se localiser le long de la diagonale. En régressant, par exemple, les opinions des économistes américains avec celles des étudiants d'art et littérature - mesurées en pourcentage de ceux qui désapprouvent - on obtient un test de similarité des opinions. Si la pente de la régression est proche de l'unité et si le coefficient de corrélation est élevé, les opinions des deux populations sont semblables. En revanche, si la pente est de valeur faible et le coefficient de corrélation proche de zéro, on peut affirmer que les deux populations divergent totalement dans leurs appréciations. En effet,

cela signifie que pour une affirmation donnée, le pourcentage de ceux qui désapprouvent est élevé pour une des populations alors que pour l'autre il est faible.

Le tableau 4 ci-dessous résume cette série de régressions. Comme le font remarquer Jackstadt et al. (1988), aux Etats-Unis les étudiants en art et littérature répondent d'une manière totalement divergente des économistes professionnels. Cette absence de corrélation (R^2 de 0,0002 et pente de -0,53) se confirme avec le sous-échantillon des affirmations à caractère positif, normatif, micro-positif et macro-positif. Ce résultat était attendu. Cet échantillon témoin n'ayant jamais eu d'enseignement de théorie des prix, ni de macroéconomie, n'a pas de raison d'être influencé par les opinions des économistes professionnels. Le même test comparant une population d'étudiants américains ayant eu un enseignement d'économie à celle des professionnels n'est pas aussi concluant que le suggèrent nos trois auteurs, mais néanmoins confirme leur intuition. La corrélation est positive (R^2 de 0,12 , pente de 0,35). Elle tend à montrer que les étudiants en économie sont influencés par leurs enseignements. Pour vérifier la solidité de cet argument, nous avons recherché d'où venait cette corrélation. Nous avons testé cette similarité sur les affirmations à caractère normatif et/ou positif.

Tableau 4

Economistes américains comparés aux :

			Etudiants art et lit.		Etudiants ayant eu un enseignement d'économie	
Ensemble des affirmations (24)	coefficients		-0.53	0.2	0.35	1.8
	R^2		0.002		0.12	
Normatif (12)	coefficient		0.2	0.5	0.31	1.1
	R^2		0.03		0.11	
Positif (12)	coefficient		-0.76	0.2	0.18	0.5
	R^2		0.004		0.02	
Micro positif (4)	coefficient		0.11	0.5	1.4	3
	R^2		0.10		0.82	
Macro positif (6)	coefficient		-0.22	0.3	0.02	0.03
	R^2		0.03		0.00004	
Macro positif (5)	coefficient		-0.17	0.2	1.3	1.6
	R^2		0.02		0.48	
<i>t de Student en italique.</i>						

Le résultat montre on ne peut plus clairement que cette influence s'exerce plutôt sur les questions normatives ! cependant si l'on exclut les deux premières questions (droits de douane et réduction du bien-être et transferts monétaires supérieurs à ceux en nature) on trouvera, pour les quatre affirmations restantes une très forte corrélation entre les réponses des professionnels et celles des étudiants ayant reçu un enseignement d'économie contrairement aux étudiants d'art et de littérature. On peut répéter cette

recherche d'influence pour les six affirmations de macroéconomie. En éliminant la question portant sur les objectifs de la banque centrale, on trouve une très forte corrélation entre les professionnels de l'économie et les enseignants que l'on ne retrouve pas avec les enseignants de lettres. C'est, en fait, ce qui permet à Jackstadt et al. d'affirmer qu'un enseignement d'économie peut finalement influencer la manière de voir des individus et qu'une grande partie du consensus des économistes sur le raisonnement économique vient d'une éducation.

La tableau 5 suivant illustre la comparaison entre les enseignants de rang non magistral français, les économistes américains et la population témoin de lycéens français entrant en AES de Lille II. Les faits confirment de façon éclatante notre intuition et montrent d'abord que les opinions des enseignants français divergent totalement de celles des économistes américains.

Tableau 5

Enseignants et chercheurs français de rang non magistral comparés aux :

		Economistes américains		lycéens entrant en AES à Lille II		
Ensemble des affirmations (24)	coefficients	0.2	0.8	1.02 (1.02)	4.8	(6.1)
	R2	0.03		0.54 (0.49)		
Normatif (12)	coefficients	0.37	0.8	1.6(1.2)	4.8	(3.2)
	R2	0.06		0.74(0.43)		
Positif (12)	coefficients	0.29	1.2	0.58(0.78)	2.6	(4)
	R2	0.13		0.43(0.35)		
Micro positif (6)	Coefficients	-0.64	0.7	0.57(0.45)	2.3	(2.3)
	R2	0.12		0.65(0.35)		
Macro positif (6)	coefficients	0.58	1.6	0.64 (1.14)	0.9	(3.4)
	R2	0.38		0.21(0.62)		
Les chiffres entre parenthèse portent sur l'ensemble des questions (41) au lieu des 24 qui sont communes au questionnaire américain.						

La lecture détaillée du tableau 5 montre même que les enseignants français répondent à l'opposé des américains sur les questions de microéconomie positive, et de façon significative. La seule corrélation qui apparaisse est la similarité des opinions quant aux questions de macroéconomie positive. C'est sur ces affirmations que les enseignants français se différencient le moins des Américains.

La forte corrélation observée entre les opinions des enseignants français du supérieur (les résultats valent aussi pour les enseignants de rang magistral) et celles des étudiants sortant du baccalauréat provient en grande partie des 12 affirmations normatives sur l'ensemble des affirmations utilisé pour comparer américains et français. En revanche,

pour l'ensemble des affirmations disponibles cette corrélation se répartit équitablement entre les catégories micro, macro, positif ou normatif! La forte corrélation entre les opinions des étudiants et celles des enseignants sur les questions de microéconomie positive témoigne de ce rejet de l'analyse économique. On comprend que les étudiants non formés rejettent le raisonnement économique ou la microéconomie positive à l'instar des étudiants d'art et de littérature américains parce qu'il s'agit souvent d'affirmations contre intuitives, mais on peut s'étonner que des enseignants (tout au moins cette génération des années 1980) dont le métier est normalement d'enseigner la théorie économique partagent ce refus de la base même du raisonnement économique. On ne peut donc pas attendre d'eux qu'ils forment des étudiants à ce raisonnement.

D'une certaine façon l'anomalie se renforce. On sait désormais, après ce test, que les économistes universitaires français (de cette génération) ne se différencient pas des étudiants n'ayant jamais eu de formation véritable à l'économie. En conséquence, que peuvent attendre des étudiants qui se lancent dans des études d'économie si ce n'est le simple renforcement de leurs idées antiéconomiques ?

Une interprétation de l'anomalie

La question qui doit être soulevée maintenant, et à laquelle il est peut-être possible d'apporter une réponse, est la suivante : d'où vient ce refus du raisonnement économique? Des préférences partisans? Les enseignants sont majoritairement de gauche et les étudiants de Lille II aussi. La très forte corrélation observée avec les questions normatives permet dans un premier temps de suspecter un tel biais. Mais on peut vérifier s'il en est ainsi en observant les opinions des étudiants qui se déclarent de gauche par rapport à ceux qui se déclarent de droite. On pourrait suspecter aussi que les étudiants provenant du baccalauréat B ont déjà eu un enseignement de macroéconomie qui pourrait influencer leurs réponses. Les enseignements du secondaire ne sont sans doute pas différents de ceux du supérieur. Là aussi on peut vérifier la validité de cet argument en comparant les réponses des étudiants venant du baccalauréat B et ceux provenant du baccalauréat C, D ou G n'ayant jamais eu d'enseignement d'économie! Le tableau 6 suivant présente cette série de tests.

Tableau 6

Effets des préférences partisans et des enseignements suivis dans le secondaire

Test sur ceux qui désapprouve l'affirmation			
Etudiants de gauche contre ceux de droite	coefficient	0.96	9.2
	R2	0.68	
Etudiants en section B contre ceux en section G	coefficient	1.03	14.2
	R2	0.84	
Enseignants contre étudiants	coefficient	1.02	4.8
	R2	0.54	

Ne comparant plus les opinions des enseignants avec celles des Américains, nous avons utilisé pleinement l'ensemble du questionnaire adressé aux étudiants comme aux enseignants français. Nous avons aussi testé ces arguments en prenant seulement ceux qui désapprouvent l'affirmation. Nous présentons les résultats en comparant les étudiants qui se déclarent de gauche avec ceux qui se déclarent de droite ; puis les étudiants provenant de la section B du baccalauréat dont on peut penser qu'ils ont reçu un semblant de formation économique à ceux des sections C, D et G qui n'en reçoivent pas.

Une corrélation très forte et une pente proche de l'unité montrent que les étudiants de gauche ou de droite, en section B ou G répondent de façon similaire aux affirmations du questionnaire. Ils ne se différencient pas selon qu'ils ont, ou non, reçu une formation en économie ou selon leurs opinions politiques. On doit donc rejeter l'idée qu'une éducation préalable en économie proche de celle des enseignants du supérieur, ou que les préférences partisans des étudiants (opinions politiques marquées à gauche) sont à l'origine de la similarité des réponses entre enseignants du supérieur et lycéens accédant pour la première fois aux bancs de la faculté. Mais alors, si ni les opinions politiques ni l'éducation n'expliquent que des enseignants du supérieur, faisant profession d'économistes, ne se différencient pas d'étudiants n'ayant pas entamé les études d'économie, qu'est-ce qui explique ce fait ?

Ce test ne montre-t-il pas, par défaut, que via les médias (publicité, télévision, chansons, journaux, etc...) une culture anti-économique est propagée? Plus simplement, la pensée des générations d'universitaires qui ont rejeté le raisonnement économique n'a-t-elle pas finalement pénétré les médias ? Par ce biais n'influence-t-elle pas l'opinion des lycéens même non formés à l'économie?

Nous ne pouvons pas répondre à toutes ces interrogations dans l'état actuel des données empiriques dont nous disposons. Mais, l'enquête que nous avons menée aura atteint au moins son but : montrer qu'une génération d'économistes universitaires (toujours en poste) est dans l'incapacité de se différencier d'étudiants n'ayant pas même entamé leurs études supérieures lorsqu'il s'agit d'évaluer une série d'affirmations dont on sait, par ailleurs, de l'avis même de ceux qui ont répondu en 1980 à cette enquête, qu'elle met l'accent sur les questions essentielles auxquelles les économistes doivent réfléchir.